

PAGES DE GAUCHE

www.pagesdegauche.ch

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 179

Germinal an 229
Printemps 2021

Page 4 **50 ans du suffrage féminin**

À l'heure de la commémoration, l'utilisation d'un registre festif est à questionner.

Page 6 **150 ans de la Commune**

Présentation de quelques-unes des analyses les plus importantes sur l'événement.

Page 8 **Loi terrorisme**

L'Assemblée fédérale accorde-t-elle tous les pouvoirs à la police fédérale ?

Page 21 **Fascisme fossile**

Le Collectif Zetkin révèle les liens entre extrême droite et énergies fossiles.

Le dossier

Répression et résistances en Turquie

*Il y a cinq ans, plus d'un millier d'universitaires adressaient une pétition au gouvernement d'Erdoğan dénonçant les crimes de guerre commis au Kurdistan et exigeant un retour à la paix. Il s'en est suivi une chasse aux intellectuel·le·s sans pareille et la répression des opposant·e·s n'a depuis cessé de s'accroître. Plus qu'une analyse de la situation, le dossier de ce numéro est consacré à tout·e·s celles et ceux qui, malgré le contexte, continuent de résister en créant des espaces de lutte. **Page 10***

À lire sur notre site

Le mouvement paysan en Inde – Une perspective militante

Publié le 15 mars 2021



Entretien avec Jasdeep Singh - Pour en savoir plus sur le mouvement social paysan en Inde et leurs luttes contre les nouvelles lois agricoles. Pages de gauche s'est entretenu avec Jasdeep Singh, rédacteur, collaborateur et traducteur régulier du journal de...
Continuer la lecture →

Présidentielle portugaise: Une occasion manquée pour la gauche

Publié le 24 janvier 2021



Joakim Martins - Près de onze millions de citoyens portugais étaient, aujourd'hui 24 janvier 2021, appelés à désigner la présidente de leur République. Elles et ils ont très largement réélu - avec plus de 80% des suffrages exprimés - le...
Continuer la lecture →

Riad Sattouf en quête d'identité dans L'Arabe du futur vol.5

Publié le 21 janvier 2021



Léo Tinguely - Après deux ans d'absence, Riad Sattouf revenait en novembre dernier avec le cinquième volume de sa série de bande dessinée autobiographique L'Arabe du futur. Dans un épisode triste et mélancolique se déroulant pour la première fois intégralement...
Continuer la lecture →

Chronique

Le drame du regard occidental sur la Russie

Derrière le prétendu affrontement entre Poutine et Navalny se cache la tragédie politique, sociale et morale d'un pays qui, trente ans après la disparition du bloc soviétique, s'est engouffré dans le dysfonctionnement, la violence et l'autodestruction. En face, l'Europe se range derrière Nord Stream 2, rendant toute politique volontariste à l'encontre de l'autocrate russe peu crédible, voire illusoire. Au milieu: Alexeï Navalny, surface de projection pour tous les vices et les espoirs. Si les forces progressistes européennes veulent être un soutien à la société civile russe, elles doivent avant tout faire preuve de cohérence et d'intransigeance — et accepter ses propres biais face à la complexité du « dossier russe ».

C'est avec ahurissement, impuissance et un brin d'incrédulité que nous avons suivi dans les médias l'empoisonnement de Navalny, le combat pour le faire soigner en Allemagne, sa convalescence, puis son retour en Russie et, finalement, son emprisonnement. Mais c'est avec encore plus d'ahurissement qu'on a suivi le rétropédalage fortement critiqué d'Amnesty International qui a d'abord qualifié Navalny de « prisonnier d'opinion », puis lui a enlevé ce statut. Cet épisode — bien qu'anecdotique — traduit le malaise profond qu'une grande partie de la société civile occidentale a face à la « boîte noire » de la politique russe. Cela est d'autant plus étonnant que la même société civile ne rechigne pas à adopter des postures bien plus fermes face à des situations bien plus floues. Alors que Poutine est au pouvoir depuis vingt ans, on ne semble toujours pas avoir intégré le fait que malgré l'apparence occidentale de ses métropoles et une politique extérieure capable de faire rêver certains anti-impérialistes particulièrement naïfs, le pays est dans un état désastreux — socialement, économiquement,

écologiquement. Mais le plus étonnant, c'est que nous continuons à vouloir analyser sa politique comme s'il ne s'agissait que d'une « démocratie imparfaite » et non pas d'une autocratie basée sur la corruption et la répression. Nous « rêvons » collectivement une Russie qui n'existe pas — et renforçons ainsi, involontairement, son régime.

Celui qui a failli rejoindre Boris Nemtsov et Anna Politkovskaïa sur la longue liste des victimes du régime Poutine fait régulièrement l'objet de discussions sur son positionnement sur l'échelle gauche-droite ou encore sur le contenu de son programme politique ou son absence supposée. Ces questionnements traduisent parfaitement la mécompréhension du rôle qu'il joue et du contexte politique dans lequel il se trouve: bien que fondamentaux dans nos démocraties libérales, ils sont parfaitement secondaires dans un pays où le fait de publier en ligne des enquêtes sur la corruption (gigantesque) de l'appareil politique vous transforme immédiatement en ennemi public numéro un.

Navalny est devenu ce qu'aucun autre « politicien d'opposition » n'avait réussi jusqu'à présent: il est devenu dangereux pour le pouvoir. Non pas avec ses idées, mais avec sa capacité à mettre en lumière tout ce que le régime souhaite garder à tout prix dans l'ombre. Navalny fait partie de ceux qui préparent le terrain à un éventuel après-Poutine, bien qu'il soit difficile de l'imaginer. Pour cela, il mérite du respect et du soutien. En tant que politicien, il devra être analysé ultérieurement — quand il aura l'occasion d'endosser ce rôle dans une Russie différente... à condition que celle-ci puisse voir le jour.

Olga Baranova

Impressum

Abonnement annuel: Fr. 59.-
Abonnement de soutien: Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs): Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Antoine Chollet (AC), Emma Sofia Lunghi (ESL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Valentin Prélaz (VP), David Raccaud (DR), Hervé Roquet (HR), Léo Tinguely (LT), Léonore Vuissoz (LV).

Comité:

Cora Antonioli, Çağla Aykaç, Umberto Bandiera, Valérie Boillat, Rüştü Demirkaya, Dan Gallin, Mathieu Gasparini, Anne Holenweg, Ihsan Kurt, Urs Marti, Line Rouyet, Arnaud Thiéry.

Maquette:

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et webmaster:

Joakim Martins, Lausanne

Dessins:

Christian Vulliod (Cévu)

Relecture:

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Éditorial

Une politique de renvois forcés au détriment des réfugié·e·s

En janvier dernier, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a fait renvoyer par la force des réfugié·e·s éthiopiens dans leur pays d'origine. Pourtant cet État gouverné par Abiy Ahmed, Prix Nobel de la paix en 2019, traverse depuis novembre 2020, une guerre civile qui, contrairement au discours officiel des autorités éthiopiennes, est loin d'être terminée. En effet, ce conflit initialement politique s'est transformé en véritable guerre couverte à l'encontre des dirigeant·e·s de la province de Tigré. La stabilité du pays, ainsi que celle du reste de l'Afrique de l'Est en a été profondément mise à mal. Aujourd'hui, les organisations internationales et certaines ONG telles que l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et Amnesty International Suisse parlent actuellement de crimes contre l'humanité. Évidemment, le Premier ministre éthiopien, qui désire préserver son image,

nie systématiquement toutes les accusations d'interventions politico-militaires.

Malgré ce contexte instable, les autorités migratoires suisses ont organisé un « vol spécial » qui déroge honteusement au principe de protection des réfugié·e·s. Au nom de quoi ? De l'accord de réadmission signé en 2018 entre le gouvernement éthiopien et les États européens. Toutefois, le contexte dans lequel l'accord a été signé est totalement différent de la situation actuelle. Par conséquent, il est irresponsable d'appliquer cet accord juridique alors que l'Éthiopie vit une situation de guerre civile. En d'autres termes, la Suisse a mis en danger ces exilé·e·s en les renvoyant, alors qu'elle savait que leur vie était fortement menacée. Ces décisions de renvoi ont été prises en violation totale de la Convention de 1951 relative aux droits des réfugiés, approuvée par l'As-

semblée fédérale en 1954 et entrée en vigueur officiellement en 1955.

Selon moi, cet accord de renvoi s'avère être profondément problématique et sa légitimité devrait impérativement être (ré)questionnée. En effet, les autorités helvétiques devraient défendre une politique migratoire qui met au centre l'intérêt des réfugié·e·s, au lieu d'implémenter des politiques publiques sécuritaires et anti-migratoires. Ainsi, le SEM aurait dû entendre les voix des Éthiopiens craignant pour leur vie et devrait cesser tout renvoi. D'ailleurs, c'est précisément à travers cette logique humanitaire que l'OSAR a revendiqué par communiqué le 25 janvier 2021 « l'arrêt immédiat de tout renvoi forcé dans ce pays en crise ».

*Samson Yemane
Collaborateur de l'OSAR et
Conseiller communal
PS Lausanne*

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>3 Éditorial
Une politique de renvois forcés au détriment des réfugié·e·s</p> <p>4 Actualités
50 ans du suffrage féminin : « <i>Nicht jubilierten - protestieren!</i> »</p> <p>5 Référendum sur la loi Covid-19 : La désinformation à des fins politiques !</p> <p>6 150 ans de la Commune : elle n'est pas morte</p> <p>8 Loi terrorisme : tous les pouvoirs à la Fedpol ?</p> <p>8 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>9 Logistique : « une infrastructure fondamentale du capitalisme »</p> <p>10 Dossier
Répression et résistances en Turquie</p> | <p>11 Une défense acharnée de la turcité</p> <p>12 C'était il y a cinq ans : la pétition des universitaires pour la paix</p> <p>13 Les formes variées de la répression</p> <p>14 Évolutions du régime carcéral en Turquie</p> <p>16 Erdoğan : le pouvoir de la force brute</p> <p>18 « Pour rester debout, il faut partager de la joie »</p> <p>20 Conclusion</p> <p>21 Culture
« L'écologie, c'est la frontière »</p> <p>21 La guise d'Orwell</p> <p>22 La fin de l'homme rouge, une expérience de lecture</p> <p>23 Livres</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

50 ans du suffrage féminin

«*Nicht jublieren – protestieren!*»

Il y a tout juste cinquante ans, dans un lieu vanté comme « la plus vieille démocratie du monde », la moitié du corps civique a le droit de se prononcer sur objet concernant directement l'autre moitié. Si nous pouvions croire à un scénario relevant de la fiction ou de l'absurde, il s'agit pourtant d'un événement crucial qui bouscule le paysage politique suisse et les mentalités qui y règnent : l'acceptation, par les hommes, du droit de vote et d'éligibilité des femmes. Aujourd'hui, alors que certain·e·s parlent de « célébrer cet anniversaire », l'usage d'un registre festif peut toutefois être questionné.

Le 7 février 1971, après un siècle de combats menés sur un chemin semé d'embûches, les femmes suisses obtiennent l'introduction du droit de vote et d'éligibilité. Comme en témoigne le caractère tardif de cette avancée pourtant fondamentale, il n'a pas été aisé d'aboutir à la modification de la Constitution suisse, dont le texte, dès sa rédaction en 1848, est fondé sur l'exclusion des femmes. Le terme de citoyen n'est alors pensé que dans une acception masculine et la participation des femmes n'est ni discutée, ni prévue dans la majorité des cantons. Ces dernières héritent ainsi d'un statut flou. Reconnues comme membres de la communauté nationale, mais privées de tout droit politique, leur statut témoigne de l'incohérence d'une citoyenneté suisse à double-face.

Une Suisse si conservatrice

De nombreux éléments, de natures différentes, mêlés de plus à un contexte suisse particulier ont joué un rôle quant à l'acquisition tardive du droit de vote pour les femmes. Premièrement, la thèse de l'occasion politique consiste à avancer l'idée que la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a pas provoqué de réelle secousse conduisant à un changement de régime politique, comme cela a notamment été le cas pour la France. D'autres éléments entrent également en jeu, tels que le positionnement des associations féministes suisses, ayant adopté jusqu'à l'aube des années 1960 une rhétorique et un argumentaire consensuels ainsi qu'une stratégie dite « des petits pas ». Il faut aussi prendre en compte certains aspects institutionnels liés au fédéralisme,

à la démocratie directe et à la recherche du consensus. Dans un système au sein duquel la stabilité prévaut sur le changement, les positions les plus consensuelles sont davantage favorisées. Finalement, en parallèle de ces éléments, il apparaît que le poids des mentalités très conservatrices a joué un rôle important. Le Conseil fédéral, les hommes politiques, ou, de manière plus générale, les hommes, font preuve à la fois d'une grande passivité et d'une résistance à toute épreuve face aux enjeux féministes.

L'objectif n'est pas atteint

Le 10 novembre 1968, c'est le 75^e anniversaire de l'Association zurichoise pour le droit de vote des femmes ; l'heure est à la célébration. Mais des militantes plus progressistes souhaitent exprimer leurs divergences par rapport aux associations féministes traditionnelles. Andrée Valentin, porte-parole du groupe des jeunes féministes, prend alors la parole et déclare devant l'assemblée : « Nous ne devrions pas fêter, nous devrions protester ! ». Le message est clair. L'objectif n'est pas atteint, et, par ailleurs, la lutte ne s'arrêtera pas à l'acquisition du droit de vote ; c'est l'égalité complète des sexes qui doit être visée. Aujourd'hui, en regard de l'histoire du droit de vote des femmes en Suisse, acquis très tardivement, et de la pérennité des structures d'oppression des femmes, les propos d'Andrée Valentin résonnent tout particulièrement. L'heure semble plutôt à la lutte qu'à la célébration. À l'image de ce slogan adopté par le groupe des jeunes féministes zurichoises, il convient de rappeler qu'être féministe est un combat quotidien, usant, et qui ne sera ja-

mais terminé. Finalement, il serait sans doute temps de questionner notre réelle capacité à atteindre l'égalité tout en restant dans un système économique — le capitalisme — qui a besoin de l'assujettissement des femmes pour pouvoir se perpétuer, et par conséquent le reproduit sans fin. Un changement radical de société apparaît alors nécessaire afin de rompre définitivement avec ce schéma inégalitaire.

Zoé Seuret

La version intégrale de cet article a été postée sur notre site Internet le 7 février 2021, date du cinquantième anniversaire du suffrage féminin.

Référendum sur la loi Covid-19

La désinformation à des fins politiques

Le 13 juin 2021, la population suisse sera amenée à se prononcer sur la Loi Covid-19. Adoptée par le Parlement le 25 septembre 2020, elle octroie au Conseil fédéral des compétences spéciales avec la déclaration d'un état d'urgence pour la gestion de la pandémie. Néanmoins, ces nouveaux pouvoirs exécutifs n'ont pas plu à un certain nombre d'individus qui se sont associés sous le nom trompeur des «Amis de la Constitution», un groupe composé de plus de mille personnes qui a su récolter 90'000 signatures pour un référendum déposé le 12 janvier dernier à la Chancellerie fédérale.

Pour cette association, la loi Covid-19 serait dangereuse, car elle permettrait l'allongement «inutile» de l'état d'urgence jusqu'à la fin de l'année 2021 ainsi que l'arrivée sur le marché de vaccins qui seraient «imposés» à la population malgré leur manque de fiabilité et l'absence de recul concernant les effets secondaires d'une vaccination «génétique». Aussi, il s'agit pour le comité d'une tentative du Conseil fédéral de court-circuiter les droits du peuple en interférant dans leur vie privée avec les mesures de distanciation sociale, le port du masque et la fermeture des restaurants, musées, cinémas ou autres.

Malgré la nécessité d'un débat démocratique sur la gestion de la crise et le caractère inédit d'une consultation de la population sur les décisions liées au Covid-19, les raisons de ce référendum sont profondément problématiques. En effet, les référendaires estiment que le Conseil fédéral aurait pu appliquer certaines décisions sans passer par cette nouvelle loi, ce qui représente un argument antidémocratique et antiparlementaire contradictoire avec leur rhétorique pseudo-juridique puisqu'il aurait fallu appliquer des décisions sans l'aval des deux chambres du Parlement. Au contraire, nos droits politiques sont garantis puisqu'il a été possible d'attaquer cette loi par référendum !

De plus, les «Amis de la Constitution» nient sur leur site internet la gravité de la maladie et l'existence actuelle de la pandémie qui serait «déjà terminée», mais «aggravée» par les médias pour des raisons de «propagande politique». Sous couvert de théories conspirationnistes ou encore de la désinformation sur une thérapie génique cachée dans les vaccins, les référendaires risquent d'abroger une loi qui a permis notamment de prévenir la propagation de la maladie, apporter du soutien aux hôpitaux comme

aux entreprises. De plus, cette législation permet de protéger les travailleuses-eurs et de leur proposer des aides financières essentielles dans un contexte pandémique toujours plus précaire. Déjà difficile à obtenir et revendiqué à juste titre par de nombreux secteurs professionnels, ce soutien étatique risquerait de disparaître si le référendum venait à passer, mettant tout simplement en danger les personnes les plus vulnérables de notre société.

Une situation inacceptable qui ne répondrait même pas au cœur des arguments du groupe référendaire puisque la loi Covid-19 ne traite pas directement des mesures de distanciation sociale tant décriées. De quoi se questionner sincèrement sur la pertinence de ce référendum et l'honnêteté intellectuelle du groupe initiant qui espère convaincre avec de faux arguments la population épuisée par une année de pandémie. Pour toutes ces raisons, il est donc essentiel de faire campagne contre ce référendum et de voter un franc «non» le 13 juin prochain.

Léonore Vuissoz



150 ans de la Commune

Elle n'est pas morte !

Le 18 mars 1871 au petit matin, alors que le gouvernement de Thiers a décidé de récupérer les canons de la Garde nationale regroupés à Montmartre, le soulèvement spontané du peuple parisien marque le début de la Commune. 72 jours révolutionnaires foisonnants d'inventions, de tentatives, de rêves, d'espoirs et de liberté qui sont l'un des héritages les plus précieux des mouvements démocratiques, républicains, socialistes et anarchistes. Pour célébrer ses 150 ans, nous présentons ici quelques-unes des analyses les plus célèbres de l'événement.

Histoire de la Commune de 1871**Prosper-Olivier Lissagaray**

Paris, La Découverte, 2000 [1896]

S'il ne fallait lire qu'un seul livre sur la Commune de Paris, ce serait peut-être celui-ci. Référence absolue depuis sa première parution en 1876, c'est à la fois une enquête et un témoignage direct, puisque l'auteur a été lui-même un acteur de la Commune. Les informations que Lissagaray a patiemment rassemblées auprès des témoins encore vivants font de son livre une archive à lui tout seul.

Attaché à la vérité factuelle sur la Commune, dont l'auteur sait l'importance alors qu'elle a été vaincue et traînée dans la boue par ses vainqueurs, l'Histoire de la Commune de 1871 est en même temps un livre passionnément engagé et vibrant de conviction. Le chapitre qui donne à voir le Paris de la Commune est impressionnant, la description jour après jour, heure par heure, de la semaine sanglante ne l'est pas moins.

Lissagaray a indiqué de manière admirable comment écrire pour sauver de l'oubli une révolution défaite. 150 ans plus tard, l'encre de ses mots semble encore fraîche et son exemple ne demande qu'à être imité. *AC*

Les damnés de la Commune**Raphaël Meyssan**

Paris, Editions Delcourt, 2017

Raphaël Meyssan propose en trois tomes d'un roman graphique sans équivalents de plonger visuellement dans l'histoire de la commune. N'étant composé que de gravure d'époque, cet ouvrage restitue visuellement l'image que l'époque avait d'elle-même. Avec un rythme narratif soutenu, de l'humour et une très grande originalité dans l'utilisation des gravures, cette BD offre une enquête historique époustouflante. La chronologie inéluctable des événements politiques qui ont mené à la commune et à sa chute, sert de toile fond où se grave le récit de la vie des deux personnages principaux : Victorine et Lavalette. Des communistes que l'histoire a oublié·e·s, mais qui reprennent vie sur ces pages d'époques assemblées et découpées avec brio. *HR*

La proclamation de la Commune**Henri Lefebvre**

Paris, La Fabrique, 2018 [1965]

La Commune est une grande fête qui se transformera rapidement en tragédie. Avec une description précise des événements de 1870 et 1871, Lefebvre s'attarde sur ce qui n'est pas clarifié un siècle plus tard. Car ce que la Commune a de si particulier c'est sa durée de vie limitée dans les faits, mais éternelle dans les esprits.

Pour les révolutions futures, il s'agira de ne pas reproduire les mêmes erreurs, mais encore faudrait-il s'accorder sur celles-ci. Pendant que certain·e·s y louent une fourmilière d'idées hétérogènes et émancipatrices, d'autres critiquent l'absence d'un Parti populaire de gauche avant-gardiste. De même pour la sempiternelle question de l'État : Fallait-il l'utiliser une dernière fois pour mater l'opposition versaillaise ? Son dépérissement trop lent a-t-il permis un maintien fatal des structures oppressives ? Sans trancher définitivement, l'instigateur du droit à la ville opte cependant pour une posture offensive face aux instrumentalizations par quelques régimes autoritaires postérieurs à cet « urbanisme révolutionnaire » qu'a constitué la Commune. *BM*

La Commune de Paris et la notion de l'État**Michel Bakounine**

Lausanne, CIRA, 1971 [1871]

C'est dans son « Préambule pour la seconde édition », resté inachevé, que Bakounine expose les deux tendances qui se partageaient à ce moment le socialisme, et un jugement sur la portée historique de cette grande manifestation révolutionnaire que fut la Commune de Paris. Il y aborde l'opposition entre Révolution politique et la Révolution sociale, deux tendances qui partageaient les socialistes de ce temps. Si la première ne peut que tendre vers la dictature politique et la reproduction des privilèges et inégalités, la deuxième, elle, ne doit offrir que l'organisation, le reste devant se faire par le peuple lui-même. Les socialistes de Paris ont tenté la deuxième, pensant que la révolution ne pouvait être faite ni amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses. Et « nos amis de Paris ont eu parfaitement raison ». *DR*

La Commune**Louise Michel**

Paris, La Découverte 2015 [1898]

C'est à ses 68 ans que Louise Michel, figure féministe incontournable dans l'histoire de la Commune, publie son récit. Plus de vingt ans après les faits, « l'appel au spectre de mai » est toujours d'actualité pour la révolutionnaire qui nous raconte avec précision les événements vécus entre les premières manifestations jusqu'aux procès qui suivront ce printemps parisien de 1871.

Au-delà de l'effort historiographique, nous retiendrons l'énergie et les ressources inépuisables de cette femme qui s'est engagée à la fois comme combattante et ambulancière durant les conflits, puis a continué à militer toute sa vie malgré les multiples emprisonnements. En effet, loin de s'arrêter à la fin de la Commune et les événements de la Semaine Sanglante, Louise Michel a contribué également à la pensée anarchiste française qu'elle révèle dans son livre avoir développée suite à sa première peine de prison et son voyage en Calédonie. *LV*

La Guerre civile en France**Karl Marx**

Genève, Entremonde, 2012 [1871]

L'histoire de la Guerre civile en France de 1871 analysée par Karl Marx, c'est avant tout celle qui opposa le plus radicalement le camp de ceux charmés de la bourgeoisie française et le camp prolétarien, l'Empire contre la Commune. Plus qu'une simple mise en œuvre d'une tentative révolutionnaire, c'est bien à une démonstration des moyens d'action que nous assistons dans le regard de Marx. En effet, « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte ». Supprimant l'armée, la Commune se dote d'une garde nationale constituée d'ouvriers. La Police, outils politique et idéologique des régimes capitalistes devient un instrument. Le pouvoir religieux, l'outil spirituel de l'oppression, est dissolu et les Églises expropriées. La Commune fut un véritable gouvernement ouvrier, « champion audacieux de l'émancipation du travail, internationale au plein sens du terme ». *VP*

Pour aller plus loin

Ludivine Bantigny, *La Commune au présent. Une correspondance par-delà le temps*, Paris, La Découverte, 2021.

Victorine Brocher, *Souvenirs d'une morte vivante, une femme dans la Commune de 1871*, Montreuil, Libertalia, 2017.

Michel Cordillot (dir.), *La Commune de Paris, 1871, les acteurs, l'événement, les lieux*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier, 2020.

Quentin Deluermoz, *Commune(s), 1870-1871, une traversée des mondes au XIX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2020.

L'imaginaire de la Commune**Kristin Ross**

Paris, La Fabrique, 2015

Ce sont les actes qui donnent naissance aux rêves, et non l'inverse. En ce sens la Commune de Paris n'est pas, comme l'a considérée Lénine, qu'une révolution manquée. Grâce à son héritage, grâce à l'imaginaire qui lui aura succédé, elle aura posé les jalons des révolutions sociales futures et ouvert le champ des possibles. D'où la puissance historique d'un événement pourtant mené à une échelle relativement modeste. En tentant de caractériser l'imaginaire de la Commune, Ross ne se livre pas à une énième analyse politique, mais se penche au contraire sur ce que les Communiste-s ont fait, et surtout ont pensé faire. Dans cette perspective, elle ne circonscrit pas la commune dans ses 72 jours d'existence objective. Elle la fait débiter bien avant dans les associations et clubs révolutionnaires où elle est née, et la suit sur les chemins de l'exil, là où elle a continué à hanter les Communiste-s rescapé-s. Au travers de figures que l'on n'associe pas nécessairement à son histoire, elle montre comment l'événement a été, sur le moment et par la suite, un véritable laboratoire d'inventions politiques. *LT*

La révolution dans le calendrier

Walter Benjamin avait suggéré que les calendriers, et non les horloges, sont révolutionnaires, puisque les premiers ouvrent une ère nouvelle alors que les secondes ne font que scander une répétition vide. La Commune l'avait bien compris : elle a daté son Journal officiel selon le calendrier républicain dès le 26 Floréal an 79 (16 mai 1871). Utilisé pendant la Révolution française de 1793 à 1805, ce calendrier, rationnel et sans référence religieuse, incarne concrètement l'idée d'un temps révolutionnaire. En mémoire de la Commune, qui a voulu un autre monde, nous datons donc ce numéro anniversaire selon le calendrier républicain.

Gustave Lefrançais, Arthur Arnould, *Souvenirs de deux Communistes réfugiés à Genève, 1871-1873*, Genève, Collège du Travail, 1987.

Jacques Rougerie, *La Commune de 1871*, Paris, Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 2019.

Robert Tombs, *Paris, bivouac des révolutions*, Montreuil, Libertalia, 2014.

Édith Thomas, *Les « Pétroleuses »*, Paris, Gallimard, 2021.

La Commune (Paris 1871) (réal. Peter Watkins, 2000, 345')

Loi terrorisme

Les pleins pouvoirs à la Fedpol ?

Malgré les critiques de nombreuses ONG et expert·e·s de l'ONU, l'Assemblée fédérale acceptait en septembre dernier une révision de la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme. Après une récolte mal gérée, le référendum a abouti et nous nous prononcerons le 13 juin prochain sur une loi qui ouvre la porte à l'arbitraire et à de nouveaux abus, tout en confiant les pleins pouvoirs à la police.

Des « actions destinées à influencer ou à modifier l'ordre étatique et susceptibles d'être réalisées ou favorisées (...) par la propagation de la crainte ». En cas de oui, telle serait la nouvelle définition particulièrement floue de ce que constituent des activités terroristes. Cette redéfinition serait introduite dans la loi afin de mieux surveiller les tout autant vagues « potentiels terroristes ». Ces notions s'avèrent doublement problématiques, puisqu'en plus de ne pas caractériser précisément ce que sont et ce que font les terroristes, elles englobent toute une série d'actions politiques qui n'ont strictement rien à voir avec du terrorisme. Ainsi, en se référant à cette définition, on pourrait sans trop de peine imaginer des militant·e·s antifascistes et antiracistes être catalogué·e·s comme terroristes.

Un éventail de mesures répressives

Si cette loi s'avère si problématique, c'est que cette catégo-

risation d'à peu près n'importe qui en tant que terroriste pourra justifier l'emploi de tout un nouvel arsenal de mesures répressives par l'Office fédéral de la police (Fedpol). Sur la base de simples soupçons et sans nécessiter la moindre preuve, il sera désormais possible de placer des personnes sous surveillance électronique, de les localiser grâce à leur téléphone mobile, de les obliger à se présenter à un poste de police à des horaires déterminés, de leur interdire le départ du territoire ainsi que l'accès à certains périmètres et même de les assigner à domicile. Chose particulièrement choquante, à l'exception de cette dernière mesure qui demeure la plus extrême et s'appliquera dès 15 ans, les mineur·e·s agé·e·s de plus de 12 ans sont concerné·e·s par la totalité des mesures.

De lourds antécédents

Avec l'appui de la loi sur le renseignement acceptée en 2015 qui lui donne la possibilité d'installer à sa guise des mesures de

surveillance généralisées, la police se retrouverait désormais avec toutes les cartes en main pour agir en parfaite autonomie. Car hormis l'assignation à domicile, qui devra être ordonnée par un tribunal sans pour autant nécessiter l'appui de preuve, absolument aucun organe judiciaire de contrôle n'est prévu. Par-là, le pouvoir judiciaire se déplace toujours plus des tribunaux vers les offices de police. Le risque d'erreurs judiciaires est bien réel et le visage sexiste, raciste et homophobe affiché au quotidien par la police nous fait légitimement craindre un usage arbitraire et violent de ces mesures. D'autant plus qu'à l'image du scandale des fiches et du fichage plus récent de certain·e·s militant·e·s de gauche, la Suisse possède une longue tradition de surveillance totalement abusive.

Léo Tinguely

LE POING



Le sociologue **Stéphane Beaud** et l'historien **Gérard Noiriel** reçoivent le poing du numéro pour leur *Race et sciences sociales*. Rempli d'erreurs factuelles, théoriques et interprétatives, cet ouvrage vise à critiquer les universitaires « adeptes de la question raciale » qui racialiseraient la question sociale et diviseraient ainsi les classes populaires. Ce n'est pas « l'islamo-gauchisme » qui gangrène les universités, mais encore et toujours « l'universalisme » blanc...

LA ROSE



En Inde, après six mois de lutte, le **vaste mouvement paysan** ne s'essouffle pas et mérite bien plus qu'une rose. Malgré l'acharnement du président Narendra Modi et de son parti (le BJP) pour imposer des réformes néolibérales au secteur agricole, le mouvement tient tête, crée de nouvelles solidarités au-delà des castes, des religions, des genres et des régions, et parvient même à menacer la mainmise du BJP dans plusieurs États tels que le Haryana.

LE CASSE-NOIX



Lundi 8 mars 2021, la une de **Libération** met en avant la lettre d'un violeur témoignant de sa relation avec la victime, Alma. Une démarche indécente en cette Journée internationale de la lutte pour les droits des femmes* qui montre une méconnaissance voire un mépris des enjeux liés aux violences sexistes et sexuelles. Malgré les excuses du journal, il est difficile de faire l'impasse sur cette focalisation sur le vécu des agresseurs au détriment de la parole des victimes.

Logistique

« Une infrastructure fondamentale du capitalisme »

David Gaborieau est sociologue des mondes ouvriers. Il a effectué sa thèse à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en immersion dans une « usine à colis ». Nous lui avons posé quelques questions sur le domaine de la logistique et sur l'importance de cette dernière pour le capitalisme.

Quelle place la logistique a-t-elle prise dans notre société ?

La logistique est au cœur de nos modes de production et de consommation. La très grande majorité des produits et des matières que nous produisons et consommons transitent par des entrepôts, des camions, des ports et des aéroports, qui gèrent la distance croissante entre des sites de fabrication multiples et des points de vente dispersés. Depuis les années 1980, c'est devenu une infrastructure fondamentale du capitalisme, un pilier de son fonctionnement et de son extension, au même titre que les infrastructures numériques ou financières par exemple.

Quelles sont les implications syndicales d'une telle transformation ?

Du point de vue des mobilisations ouvrières, on pourrait dire que la logistique est un élément de « contre-révolution » plus que de « révolution ». Les mutations induites par ce secteur ont contribué à la déstructuration des collectifs de travail, morcelés par l'éclatement juridique et spatial, mais aussi mis sous pression par les formes accrues de concurrence à l'échelle internationale.

C'est aussi un secteur dont l'émergence est assez récente et au sein duquel le syndicalisme n'est pas encore très implanté. En France, les taux de syndicalisation y sont très bas — autour de 4% — et la convention collective qui encadre spécifiquement les activités logistiques existe seulement depuis 2004. En plus de cela, il y a un flou qui persiste sur les délimitations du secteur, ce qui génère des comportements opportunistes des grands

groupes qui sont parfois rattachés aux conventions du transport ou du commerce, en fonction des avantages qu'ils peuvent en tirer ou bien de leurs trajectoires historiques. Il manque encore une forme de représentation commune qui pourrait faciliter l'identification des salarié-e-s à un secteur constitué au sein duquel défendre des intérêts spécifiques.

Mais il est aussi très intéressant de constater que ce secteur, qui historiquement a surtout produit du morcellement, génère aujourd'hui de nouvelles formes de concentration ouvrière. Par exemple en produisant des entrepôts de plus en plus grands, regroupant jusqu'à plusieurs milliers de salarié-e-s sur un même site, comme dans le cas des grandes plateformes du *e-commerce*. Dans un groupe comme Amazon, ces sites de grande ampleur ont connu des vagues de syndicalisation importantes ces dernières années, principalement sur le continent européen. Mais ce phénomène de reconcentration concerne aussi les zones logistiques, ces espaces dédiés qui peuvent regrouper des dizaines d'entrepôts et plusieurs milliers de travailleuses-eurs sur une aire géographique restreinte. Étant donné la place de la circulation dans le capitalisme contemporain, ces zones logistiques peuvent être considérées comme des goulots d'étranglement — des « *chokes points* » pour reprendre le titre d'un ouvrage collectif — où l'activité syndicale soulève des enjeux cruciaux.

Au XX^e siècle, la nationalisation des mines ou du rail était une grande revendication

des syndicats. Celle des réseaux de distribution pourrait faire partie des nouvelles revendications du XXI^e siècle ?

Dans le contexte politique et économique actuel, une proposition comme celle-ci paraît très lointaine. Et les chaînes d'approvisionnement d'aujourd'hui ont une tout autre complexité que le rail au XX^e siècle. Elles sont tentaculaires, éclatées en unités multiples et en formats très variés, reliées par des structures capitalistiques sophistiquées à l'extrême.

Pour autant, il ne faut pas oublier qu'une partie des grands acteurs de la logistique sont directement issus d'anciens monopoles d'État. Geodis en France ou DB Schenker en Allemagne, qui figurent parmi les leaders européens du secteur, sont des filiales privatisées des entreprises publiques de transport que sont la SNCF ou la Deutsche Bahn. De même, TNT Express est issue de TNT Post, l'ancien service postal néerlandais. La puissance publique a donc fortement contribué à ce qu'est l'approvisionnement aujourd'hui, en démantelant ses propres structures, ce qui d'ailleurs revient en partie à remplacer des trains publics par des camions privés.

Propos recueillis par Joakim Martins

La version intégrale de cet article est disponible sur notre site Internet.



Répression et résistances en Turquie

Nous n'oublions pas. Ni la pétition pour la paix signée il y a cinq ans par des universitaires turques·cs dont certain·e·s se retrouvent actuellement poursuivi·e·s pour « propagande terroriste » ou « insulte aux institutions » ni la répression qui se durcit en Turquie année après année ni nos camarades en lutte contre le régime autoritaire d'Erdoğan qui ne cesse d'étendre son emprise. Si nous avons souhaité faire un dossier sur la Turquie et donner une grande place à la parole de militant·e·s et résistant·e·s sur place ou exilé·e·s en Suisse, c'est que nous avons l'intime conviction que nos luttes sont liées. Liées par une histoire et un espace partagé depuis des siècles, mais aussi, et surtout, liées par des idéaux communs de justice, d'émancipation et de liberté que nous retrouvons chez les opposant·e·s de gauche au régime.

Le socialisme est internationaliste ou alors il n'est pas de gauche. Nous ne pouvons fermer

les yeux sur ce qui se passe en Turquie. D'autant plus lorsque on sait qu'en 2019, l'OFS recensait 67'000 personnes de nationalité turque vivant en Suisse, cela représente la deuxième nationalité étrangère hors UE (après le Kosovo) la plus présente sur le territoire suisse. Politiquement, cette diaspora est active en Suisse et nous nous en réjouissons. Un exemple visible de cette activité est la présence kurde aux manifestations de gauches en Suisse, cette présence doit être accueillie en solidarité avec leur combat qui est juste. Même si la personnalisation parfois très forte autour de l'ancien dirigeant du PKK Abdullah Öcalan nous semble problématique, l'expérience fédérale et démocratique du territoire du Rojava (Kurdistan occidental) reste néanmoins exemplaire. Construit contre l'État islamique, la Turquie et la Syrie, elle démontre une fois de plus l'efficacité des idéaux politiques libertaire et égalitaire pour porter et organiser une résistance aux oppressions.

Une défense acharnée de la turcité

DOSSIER Depuis la fin du XIX^e siècle, la Turquie a été gouvernée par des régimes racistes et autoritaires. Depuis plus d'un siècle, les luttes sociales n'ont su s'imposer pour démocratiser le régime, alors que des processus similaires ont provoqué de nombreuses révolutions ailleurs dans le monde.

En plus d'un siècle, les différentes luttes pour les droits et pour une transformation radicale de la société, dont celles du peuple kurde, n'ont reçu pour toute réponse que des coups d'État militaires, en 1960, en 1971, en 1980 et en 2008, par le biais desquels le régime a essayé d'éradiquer toute forme d'opposition pouvant mettre en danger sa *turcité*.

La résistance et les revendications démocratiques du peuple kurde constituent certainement les plus grands dangers menaçant la survie du régime. L'idéologie dominante est entrée dans une crise aiguë de légitimité à partir des années 2000, depuis que le PKK a, par la voix d'Abdullah Öcalan, renoncé au projet de former d'un État-nation pour le remplacer par celui d'un fédéralisme démocratique des peuples conçu pour l'ensemble de la région. Pour le régime, ce projet est plus dangereux que le « séparatisme kurde », parce qu'il est propre à remettre en question le cœur et la survie même de sa *turcité*, reposant sur un État, un peuple, une ethnie et une religion.

Revendications démocratiques

Fort de la résistance contre Daech à Kobané et des débuts de la mise en place d'un fédéralisme démocratique au Rojava, de nombreuses municipalités aux mains du HDP (le Parti démocratique des peuples) ont déclaré, mi-2015, leur projet d'un autogouvernement, qui s'inspire de ce que l'on appelle le « municipalisme libertaire », en référence aux travaux du militant américain Murray Bookchin.

Face à ces revendications démocratiques, l'armée turque a été déployée, encerclant les villes kurdes. Confrontée à cet état de

siège, la jeunesse s'est mobilisée en suivant le mot d'ordre de la légitime défense du peuple contre la tyrannie. Sans faire de distinction entre les résistant·e·s et la population civile, l'armée a bombardé des quartiers entiers et a forcé les habitant·e·s à l'exode.

Les raisons de la pétition

Face au massacre par l'armée de la population civile, une pétition en faveur de la paix signée par des universitaires a été publiée en janvier 2016, avec 1'128 signatures. Ce texte s'est attiré les foudres du régime, qui y a vu la dénonciation de ses crimes de guerre. Pire, le texte était rédigé en deux langues (turc et kurde), marquant ainsi un appel des signataires pour une société plurielle alors que le régime avait interdit l'usage de la langue kurde pendant plus de 80 ans.

La pétition dénonçait notamment les sièges de plusieurs villes, les couvre-feux et les interdictions de sortir dans la rue, l'utilisation d'armes de guerre dans des villes, les violations massives du droit à la vie. De manière générale, elle pointait la très lourde responsabilité d'un régime pris en flagrant délit.

De plus, les signataires soulignaient, d'une part, le caractère volontaire et planifié du massacre et des déplacements forcés de population imposés au peuple kurde et à tous les autres peuples de la région, en violations des conventions internationales, et exigeaient, d'autre part, la traduction des responsables en justice ainsi que la réparation des dommages infligés aux populations touchées.

Les universitaires invitaient enfin le régime à reprendre les négociations entamées dès 2008 avec « le représentant de la volonté politique des Kurdes », et l'intégration de ses revendications dans une « feuille de route » en vue d'une paix juste et équitable. Cette pétition souhaitait faire avancer le processus démocratique dans toute la région, et en particulier au Kurdistan.

Conséquences terribles

Depuis cette pétition, le régime a pris un contrôle total sur la justice, a rendu le parlement

inefficace et a mis sous tutelle les municipalités kurdes élues. La crise interne est désormais régionale, à cause des projets expansionnistes du régime, qui a déployé ses militaires et ses djihadistes, recrutés au sein de Daech, en Syrie, en Libye, en Irak et au Haut-Karabagh.

La résistance des Kurdes et de leurs allié·e·s prend aujourd'hui une importance mondiale. On songe en particulier aux crimes de Daech, une organisation soutenue par le pouvoir turc, ainsi qu'au trafic clandestin de migrant·e·s à destination de l'Europe, dont le régime turc s'est servi pour faire obstacle à toute pression diplomatique européenne et pour obtenir des milliards d'euros d'aide de la part de l'Union européenne.

La menace qui pesait sur l'Europe dans les années 1930 en raison de la montée du fascisme pèse actuellement sur l'ensemble du Moyen-Orient, et donc sur le monde entier, à cause du régime autoritaire turc qui est désormais entré dans une phase d'expansionnisme.

Hüsnü Yılmaz
Président de la Fondation
Mesopotamia Observatory of
Justice

Pour aller plus loin : mojust.org

C'était il y a cinq ans: la pétition des universitaires pour la paix

Début janvier 2016, nous étions des centaines d'universitaires en Turquie à signer la pétition « Nous ne serons pas complices de ce crime ! » Elle accusait l'État turc d'être responsable d'un massacre « délibéré et planifié ». Elle soulignait que le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des citoyen-ne-s kurdes de Turquie n'était pas respecté, et dénonçait des violations de la Constitution turque et des conventions internationales.

DOSSIER Les revendications de la pétition étaient claires : la fin de l'exil forcé pour les peuples des régions kurdes, la levée des couvre-feux, la réparation des dommages subis, la mise en place de commissions indépendantes pour l'identification des violations des droits humains et la mise en examen de leurs responsables.

Lynchage public

Dès que la pétition a été rendue publique, ses signataires ont été insulté-e-s par le Président de la République, lynché-e-s dans les médias et menacé-e-s d'égorge-

ment, entre autres. Pour avoir lu la pétition, quatre universitaires ont passé plus d'un mois en prison, en isolement. Un jeune collègue signataire s'est suicidé, et nombre d'entre nous ont quitté leur université, leur maison, leur région, et, pour certain-e-s, le pays.

Quelques mois plus tard, après le coup d'État avorté de l'été 2016, des centaines de salarié-e-s du secteur public ont été démis-e-s de leurs fonctions et ont perdu tous leurs droits sociaux, leur retraite, leur passeport, etc. Elles et ils ont été condamné-e-s à la mort civile et enfermé-e-s à l'intérieur du pays. Nous sommes tou-te-s passé-e-s par des procédures administratives, des interrogatoires et des poursuites criminelles qui pouvaient mener à deux ans et demi de prison pour « propagande terroriste ». Cela n'a été facile pour personne : il a fallu faire le compte de ses ambitions, de sa carrière, de ses responsabilités familiales et financières, tout en pensant à sa sécurité et en se demandant comment continuer à lire, écrire ou penser dans ces conditions.

Signer une pétition en 2016 devait être une forme d'action politique plutôt banale, mais le pouvoir nous a qualifié-e-s de « terroristes » et accusé-e-s d'« attaquer la nation ». À l'époque, et aujourd'hui encore, nous savions que nos collègues en Inde, au Brésil, en France et ailleurs sonnaient aussi l'alarme sur les tendances fascistes qui hantent la production des savoirs, et menacent en particulier les minorités de race et de genre.

Et maintenant ?

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, le massacre continue dans la population civile et les municipalités, dans les universités, les associations et les syndicats. L'université de Boğaziçi, qui avait jusque-là été relativement épargnée par son statut d'excellence, a subi une attaque frontale avec l'imposition d'un recteur proche du gouvernement et sans consultation avec les instances universitaires. Le gouvernement turc ne protège ni ne garantit les droits civils, politiques, économiques et sociaux de la population, et il ne cesse d'insulter, d'attaquer, d'incarcérer.

Ainsi, avant le début de la pandémie, il y avait déjà en Turquie des couvre-feux, des hôpitaux dysfonctionnels, des écoles fermées, et beaucoup de morts violentes. Le contrôle de l'État turc sur le temps et l'espace s'est étendu à tout le territoire national et à toutes les classes de la société, tout en continuant de toucher plus durement les minorités ethniques, religieuses et de genre. Les méthodes répressives se ressemblent partout : des discours brutaux, des procédures administratives et judiciaires kafkaïennes, des rumeurs et lynchages médiatiques, des hommes armés qui pénètrent chez vous au milieu de la nuit et d'autres formes de terreur. L'arbitraire et l'impunité sont généralisés.

Partout aussi, cependant, des résistances se déploient : collectes de données, travail de mémoire, archivage, dénonciations, boycotts, grèves, occupations, pratiques de deuil collectif, contre-attaques, comités locaux et transnationaux qui se chargent de mettre en place des soutiens légaux, financiers ou psychologiques. Nous n'oublions pas et nous ne plions pas, nous demandons la libération tou-te-s les prisonnières-ers politiques et continuons à construire du commun.

Çağla E. Aykaç



Les formes variées de la répression

DOSSIER Pour comprendre l'ampleur de la répression politique actuelle en Turquie, *Pages de gauche* s'est entretenu avec Hüseyin Aykol, un journaliste qui a longtemps collaboré à *Özgür Gündem*, l'un des principaux journaux kurdes, fondé en 1992, plusieurs fois fermé par le pouvoir, puis définitivement interdit en 2016. On peut le lire aujourd'hui, en turc, sur le site *Yeni Yaşam* (*Nouvelle Vie*, un média dont la ligne éditoriale est proche du précédent), où il tient une chronique hebdomadaire.

Pouvez-vous vous présenter rapidement ?

Je suis un journaliste, mais pas seulement. Ces trente dernières années, j'ai fondé et dirigé une cinquantaine de journaux, qui discutaient de la question kurde et des problèmes rencontrés par les forces démocratiques en Turquie. Aujourd'hui, ces journaux publient surtout des informations sur les droits humains.

Ces activités m'ont conduit en prison, puisque j'ai été incarcéré pendant dix ans par la junte militaire fasciste issue du coup d'État du 12 septembre 1980, sous le prétexte d'être membre d'un parti communiste illégal.

Combien de procès politiques sont en cours en Turquie ?

Dans mon seul cas, comme journaliste, je fais actuellement face à soixante-trois procès. Il m'est toutefois impossible d'articuler un chiffre s'agissant de l'ensemble des procès politiques qui ont lieu en Turquie.

Ce que l'on connaît en revanche, c'est le nombre des prisonnières-ers politiques. Il en existe deux catégories. La première est composée de membres du HDP ou de personnes proches du parti. Elles et ils sont environ 5'000, qui sont des parlementaires, des maires, des responsables du parti ou de simples membres.

La seconde catégorie de prisonnières-ers politiques, environ 50'000 personnes, concerne la droite islamique. On y compte

des (haut) gradé-e-s de l'armée, des membres des forces de police et des fonctionnaires. Ce sont en particulier des membres du mouvement Gülen, qui a été un partenaire du gouvernement de l'AKP (le parti d'Erdoğan) pendant au moins quinze ans. Ce mouvement ne souhaitait pas partager le pouvoir, et a voulu l'accaparer en montant le coup d'État manqué de 2016. La répression qui a suivi a mis une grande partie de ses membres en prison.

Quels sont les chefs d'inculpation les plus fréquents ?

Toutes les critiques formulées contre le gouvernement, et particulièrement contre le président Erdoğan, sont punissables. Le pouvoir contrôle plus ou moins directement 95% des médias en Turquie, et ceux-ci ne donnent jamais la parole aux forces d'opposition. Toute critique en ligne ou sur les réseaux sociaux est punie aussi rapidement que possible. Dans ces cas, la police peut débarquer chez vous et vous emmener au commissariat. Une seule phrase critique à l'égard d'Erdoğan peut vous mener en prison.

Quels sont les autres moyens de répression utilisés par l'État ?

Envoyer une personne en prison est une punition importante, mais le pouvoir utilise également d'autres moyens de rétorsion. Il peut vous faire perdre votre travail. C'est ce qui s'est passé pour des milliers de personnes, licenciées sur simple décret du gouvernement (et non par une loi). Si vous perdez votre emploi par décret, il est impossible d'en retrouver un autre.

Est-ce que les événements de 2016 représentent un point de bascule dans la répression politique en Turquie ?

Non, la répression a commencé en juin 2015 autour des élections législatives. Lors de ces élections, le parti de l'AKP n'avait pas obtenu les suffrages suffisants pour pouvoir gouverner seul. Les résultats des élec-

tions ont d'abord été annulés puis, jusqu'aux nouvelles élections convoquées en novembre de la même année, des centaines de personnes ont été tuées, en particulier lors de rassemblements du HDP.

La tentative de coup d'État des Gülenistes en juillet 2016 n'a donc constitué qu'une opportunité supplémentaire pour augmenter la répression politique, non seulement envers la « fraternité », mais aussi contre les organisations de gauche. La fermeture d'ONG vise essentiellement ces dernières, par exemple.

Quelles sont les perspectives pour ces prochaines années ?

À moins qu'elles soient organisées plus tôt, les prochaines élections législatives et présidentielles auront lieu en 2023. Je suis convaincu que les partis politiques d'opposition peuvent infliger une défaite à Erdoğan à cette occasion. Mais s'ils échouent, ce pourrait bien être les dernières élections auxquelles il leur sera permis de participer, ouvrant la voie à une présidence à vie pour Erdoğan.

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Antoine Chollet

Une traduction de cet entretien en kurde et en turc est disponible sur notre site Internet.

Évolutions du régime carcéral en Turquie

Pour en apprendre plus sur le système carcéral en Turquie et son évolution sous le régime d'Erdoğan, nous nous sommes entretenus en ligne avec Mustafa Eren et Sarah Caunes. Mustafa est un réfugié politique en Suisse, ancien président de l'Association de la Société Civile dans le Système Carcéral. Sarah Caunes est Docteure en science politique et a récemment soutenu une thèse sur les reconfigurations du système carcéral en Turquie des années 1980 aux années 2000. L'entretien s'est déroulé en turc et en français. Sarah Caunes traduisant et complétant les propos de Mustafa Eren librement.

DOSSIER Quels sont les chiffres importants du régime carcéral actuel en Turquie ?

Nous avons estimé à 400'000 le nombre de prisonnières-ers en Turquie en avril 2020 juste avant l'amnistie accordée à 118'000 prisonnières-ers. Le gouvernement a récemment recommencé à publier des chiffres et en février 2021, il recensait 276'438 prisonnières-ers.

Selon nos estimations et nos chiffres, en mars 2020 la population carcérale se répartissait ainsi :

Type de crimes	Pourcentage
Drogue	21,6%
Vol	15%
Terrorisme	12,3%
Meurtre	11,3%
Extorsion et pillage	8,9%
Crime organisé	1,3%
Autre	29,6%

Parmi les détenue-s qu'il y a essentiellement des prisonnières-ers politiques. Surtout des membres du réseau Güllen, du PKK et d'organisations de gauche. Il n'y a qu'une très petite minorité de terroristes de Daech. Le taux d'emprisonnement a fortement augmenté, car la Turquie utilise l'incarcération comme outil politique essentiel pour contrer et intimider toutes formes d'oppo-

sition. Cette criminalisation générale de l'opposition se traduit notamment dans le nombre très grand de procédures judiciaires (plus de 5 millions fin décembre 2020).

Comment le régime d'Erdoğan légitime-t-il le durcissement de la répression ? Et quel rôle a joué la tentative de coup d'État de 2016 ?

Politiquement, le pouvoir de l'AKP s'est reconsolidé deux fois. La première après 2013 lors du mouvement de manifestations

issu de l'opposition au projet de développement urbain du parc Taksim Gezi, puis une deuxième fois en 2016 après la tentative de coup d'État. Ces événements ont permis au pouvoir de jouer la carte de la peur et de dépendre un État menacé par des ennemi-e-s partout en train de le saper. L'AKP a ainsi réussi à diviser la société en deux camps. Le camp qui soutient l'AKP et les ennemi-e-s de la nation de l'autre.

Par cette stratégie, Erdoğan a créé l'union nationale contre les « ennemi-e-s intérieur-e-s », au premier rang desquels le mouvement kurde, ses soutiens et le HDP. Parallèlement, l'utilisation de la catégorie « d'ennemi-e-s intérieur-e-s » brandie pour décrédibiliser toute forme d'opposition ainsi que les tensions internationales (p. ex avec la Grèce, l'Arménie, l'UE) sont utilisées par le régime pour renforcer le nationalisme et créer du consensus y compris avec des partis censés être d'opposition comme le CHP.

L'un des instruments principaux de la consolidation de l'opinion en faveur du pouvoir est les médias. Par le passé, il y avait différents groupes de presse avec une diversité des positionnements politiques à l'intérieur de la presse bourgeoise et libérale, mais aujourd'hui l'AKP contrôle la presse et les grands groupes médiatiques. La presse d'opposition qui survit encore n'est que très marginalement suivie en dehors de son propre public.

Comment la politique carcérale poursuivie par l'AKP a-t-elle évolué historiquement depuis le début des années 2000 ?

Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP le nombre de prisonnières-ers a été multiplié par 8. L'augmentation du nombre de prisonnières-ers ne s'explique pas par la seule augmentation du nombre de prisonnières-ers politiques. L'augmentation du nombre de prisonnières-ers de droit commun est aussi immense en raison du processus de criminalisation global de franges toujours plus larges de la société.

On peut actuellement parler de politique de prise d'otage des appareils judiciaire et pénitentiaire puisque ceux-ci ont été réorganisés aux ordres du pouvoir exécutif. Les changements constitutionnels en cours visent à mettre encore davan-

tage la justice au pas du pouvoir présidentiel. L'AKP a réussi à placer ses pions dans l'ensemble de la magistrature.

Quelles sont les différentes populations ciblées principalement par le régime ?

Tout·e·s celles et ceux qui s'opposent au régime sont dans le viseur de la répression. Le HDP, le parti d'opposition de gauche pro-kurde, est le parti qui est le plus touché par la répression. En dehors de cela, toutes les formes d'oppositions sociales, intellectuelles et politiques sont visées, y compris les gülenistes qui sont pourtant proches idéologiquement du régime. Les minorités kurdes et aléviées sont aussi particulièrement ciblées par le régime tout comme l'opposition sociale, les syndicalistes, les universitaires signataires de la pétition dénonçant les exactions commises par l'État au Kurdistan, les journalistes, les étudiant·e·s, les communautés LG-BTI et tou·e·s les opposant·e·s de gauche.

Quelle est l'ampleur de l'utilisation de la torture ?

La torture est présente, mais souvent sous des formes « subtiles » qui ne correspondent pas aux représentations courantes et souvent très violentes que l'on s'en fait. Ainsi la torture en Turquie prend souvent la forme d'une systématisation des mauvais traitements, de l'isolement ou de la privation de droit. Par exemple, cela peut consister en un refus à l'accès au soin, ou à surpeupler les cellules, ou aux fouilles à nu lorsque les prisonnières·ers se déplacent au parloir, au tribunal ou à l'hôpital. Cette pratique directement importée d'Europe et des USA est de plus en plus contestée en Turquie. Elle constitue un traitement dégradant flagrant. Dans le même registre des importations européennes problématiques à l'intérieur du système carcéral turc, il faut mentionner la détention en cellule individuelle c'est-à-dire en isolement des prisonnières·ers. La détention en isolement est très éprouvante physiquement et psychologiquement pour les détenu·e·s.

Quelles sont les parallèles entre le régime carcéral et celui des camps de réfugié·e·s en Turquie ? Ya-t-il une criminalisation des réfugié·e·s ?

Les conditions de vie dans les camps de réfugié·e·s en Turquie sont très mauvaises, et mènent parfois les habitant·e·s de ces camps à protester contre ces conditions. Le gouvernement de l'AKP, du fait du rôle qu'il essaie de jouer au Moyen-Orient, a ouvert ses frontières aux réfugié·e·s et il y a actuellement 4 millions de réfugié·e·s en Turquie, dont 3,5 millions de Syrien·e·s. Ces 4 millions de réfugié·e·s sont utilisé·e·s par le gouvernement comme une monnaie d'échange avec l'UE, mais on ne peut pas affirmer que l'État criminalise les réfugié·e·s, il les utilise.

Comment s'organise le soutien aux prisonnières·ers politiques ?

Dans les années 1990 le soutien aux prisonnières·ers politiques était très fort et très organisé, facilité notamment par le fait qu'il était possible de voir plusieurs personnes au parloir simultanément. Depuis 2005, le nombre de visites est très limité et seuls les membres de la famille nucléaire y sont autorisés ainsi que trois personnes. Les prison-

nières·ers sont souvent détenu·e·s loin de leur famille rendant pour ces dernières les visites rédhitoires et chères. Il y a certes des organisations de soutien aux prisonnières·ers et des organisations pour la défense des droits humains, mais ces organisations ont de plus en plus de problèmes à agir, car elles sont criminalisées. Actuellement par exemple, alors qu'une grève de la faim est menée en prison depuis plus de 100 jours par plusieurs centaines de prisonnier·e·s du PKK pour demander la levée de l'isolement qui pèse sur Abdullah Öcalan, cette grève de la faim n'a malheureusement que peu d'écho dans l'opinion publique. Le soutien le plus fort pour les prisonnières·ers politiques reste les liens de solidarité existant entre elles et eux à l'intérieur des prisons.

*Propos recueillis par
Hervé Roquet*



Erdoğan : le pouvoir de la force brute

Pour replacer les événements des dernières années en Turquie dans une perspective plus large, Pages de gauche s'est entretenu avec Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS à Paris et spécialiste de la Turquie et du Moyen-Orient. Il prépare actuellement un livre sur ce qu'il nomme les trois « anti-démocraties » des années 2020 : la Russie, la Turquie et l'Iran.

DOSSIER *Dans quel contexte la pétition des universitaires pour la paix a-t-elle été lancée ?*

Il faut tout d'abord rappeler qu'il existe toute une tradition de pétition en Turquie depuis les années 1960-1970. Ces pétitions sont un moyen, pour les intellectuels, d'assumer leur responsabilité en exprimant une indignation collective. Dans un contexte autoritaire, c'est aussi une manière de s'adresser à la société tout entière.

La pétition de 2016 s'attaquait à la politique menée par Erdoğan au Kurdistan. À ce moment-là, le contexte était encore relativement démocratique, malgré le processus électoral perturbé de juin 2015. La situation devient ensuite catastrophique, avec une politique de terreur absolue à l'égard de la population, une répression féroce au Kurdistan, aggravée par les attentats djihadistes en provenance de Syrie qui ensanglantent le pays.

2016 représente donc un point de bascule dans l'histoire récente de la Turquie, les lignes de force ont bougé à partir de là. Dans cette séquence historique, la pétition des universitaires pour la paix constitue un ultime sursaut démocratique.

Comment analyser l'évolution politique du pouvoir turc depuis 2016 ?

Erdoğan a renoué avec les idées qu'il exprimait dans les années 1970, qui mélangeaient complotisme et antisémitisme. Il interprète l'histoire du monde comme une histoire des attaques contre l'Empire ottoman, et conçoit le kéralisme [le régime qui s'installe en Turquie après la chute de l'Empire en 1920] comme un complot occidental et juif.

Ce logiciel politique démentiel était déjà perceptible dans les années 2010, lorsqu'il assurait que la mission historique de la nation turque était de dominer le monde, en étant le bras armé de l'Islam sunnite.

Les grandes manifestations à Istanbul pour sauver le parc Gezi en 2013, la disgrâce de la communauté Gülen, la bataille de Kobané, dans le Kurdistan syrien, en 2014, tous ces événements sont lus comme des attaques de l'étranger contre le pouvoir de l'AKP. La même grille de lecture est utilisée pour expliquer le renversement du pouvoir des Frères musulmans en Égypte en 2013 : Erdoğan est convaincu qu'il s'agit d'un complot pour l'affaiblir.

Le mouvement politique kurde a empêché Erdoğan de poursuivre son projet d'invasion de la Syrie, mais en provoquant en retour une guerre totale dans la région, et une crise avec les alliés traditionnels ou ponctuels de la Turquie (les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, etc.).

Maintenant qu'il s'est débarrassé des derniers contre-pouvoirs qui lui barraient le chemin, le régime est devenu beaucoup plus répressif.

Il a rallié à sa cause des mouvements politiques d'extrême droite et eurasistes, réintégrant des membres des « escadrons de la mort » des années 1990 dans des milices paramilitaires mises sur pied après le coup d'État avorté de 2016 (Erdoğan se méfiant du pouvoir de l'armée).

Face à cette fuite en avant, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne ont capitulé. On assiste donc désormais à une sorte d'*hubris* chez Erdoğan (une démesure, un sentiment de toute-puissance).

Le régime a donc gagné. L'idée de citoyenneté a disparu et le pouvoir de l'AKP surplombe désormais la société. Dans le même temps, ce pouvoir est devenu une sorte de « bateau ivre ». Pour se maintenir au pouvoir, même les régimes autoritaires ont besoin de mécanismes de rééquilibrage (généralement non démocratiques), sinon ils sombrent. Or aujourd'hui, ces derniers ont largement disparu en Turquie, où rien n'arrête la fuite en avant du pouvoir. La conséquence, c'est que le pays connaît une crise économique d'une ampleur inégalée depuis des décennies, que la militarisation du budget de l'État atteint des niveaux inconnus auparavant, et que le pays figure désormais au rang des États voyous, affaiblissant son statut international.

Quel aurait pu être le rôle de l'Union européenne durant ces années ?

La réponse de l'Union européenne à la demande d'adhésion de la Turquie a été mal gérée dès le départ. Elle n'était assortie d'aucune exigence démocratique sérieuse, ni sur les Kurdes, ni sur Chypre, ni sur le génocide arménien, pour ne prendre que ces exemples. Quant au pouvoir turc, il a toujours utilisé l'UE de manière purement instrumentale, et s'est placé face à elle dans un bras de fer permanent. La force prime tout le reste dans l'esprit d'Erdoğan, il ne faut pas l'oublier. Dans le cadre des relations avec l'UE, cela s'est traduit dans le potentiel de nuisance de la Turquie, notamment dans le dossier des réfugiés-e-s.

L'UE aurait pu agir autrement, mais cette action aurait alors dû dépasser la seule question des négociations d'adhésion. Une autre politique dans le monde arabe, après les révolutions de 2011, en Syrie et en Libye en particulier, aurait pu changer la situation par exemple. De manière générale, il faut bien admettre que la politique occidentale dans la région se décide au jour le jour, sans stratégie globale et sans objectif précis. Ce que l'on peut observer, c'est plutôt l'*absence* de politique européenne dans toute la région, et pas seulement à l'égard de la Turquie.

Quelles sont les perspectives pour ces prochaines années ?

Il est difficile de faire des pronostics, car la situation est très incertaine. Tous les voyants sont au rouge : l'économie est dans une situation dramatique, les rapports de la Turquie avec ses voisins sont exécrables, la population est fatiguée des affaires de corruption. À mon avis, nous sommes arrivés au terme d'une logique de force, qui devra être remplacée par quelque chose d'autre.

Dans le même temps, Erdoğan est parvenu à dépolitiser totalement la société. Les moyens de mobilisation de ses adversaires, mais aussi de ses soutiens, ont dans une très large mesure disparu ces dernières années. C'est une modification profonde de la situation en Turquie. Erdoğan a instauré un pouvoir qui ressemble à celui prôné par la doctrine classique de l'Islam, dans laquelle le « troupeau » (le peuple) ne doit pas se mêler de politique. Cela conduit à une extrême autonomisation du régime, qui renforce incontestablement ce dernier.

blement ce dernier.

Et pourtant, il ne faut pas oublier qu'il existe encore des espaces de résistance.

Des pétitions continuent à être lancées par exemple. Si la presse imprimée indépendante est très affaiblie, des sites d'information en ligne d'excellente qualité se multiplient, certains étant hébergés à l'étranger. Quant aux universités, durement frappées par des purges après la pétition de 2016, si elles sont dans un état catastrophique, des débats très riches continuent à y avoir lieu. Il en est de même de la création artistique.

La question principale sera de savoir si ces espaces de résistance, qui demeurent extrêmement marginaux aujourd'hui, pourront élargir leur audience ces prochaines années. Par ailleurs, lors des prochaines élections, qui doivent avoir lieu en 2023, plus de 6 millions de nouveaux électeurs et nouvelles électrices vont obtenir le droit de vote pour la première fois. Or ce sont des citoyen-ne-s qui n'ont

connu que le régime d'Erdoğan et de l'AKP, et personne ne sait comment ils et elles vont se positionner.

Il y a donc des raisons d'espérer que la cause de la démocratie retrouve quelque force en Turquie, mais elles sont fragiles et encore très incertaines.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Pour aller plus loin : Hamit Bozarslan, « Anti-démocraties et démocraties dans les années 2020 », Esprit, n° 468, octobre 2020.



« Pour rester debout, il faut partager de la joie »

Parmi les différentes catégories de personnes visées par la répression du pouvoir turc depuis 2016, on compte en particulier la communauté LGBTIQ+ (lesbiennes, gays, bi- et trans-sexuel-le-s, intersexes, queers, etc.). Pour comprendre les enjeux de cette lutte, Pages de gauche s'est entretenu avec Kivilcim Arat, militante transféministe réfugiée en Suisse depuis deux ans.

DOSSIER *Les débats politiques actuels en Turquie prennent pour cible les universitaires et les personnes LGBTIQ+. Comment les contextualiser ?*

Les politiques publiques répressives actuelles nous ramènent aux mesures disciplinaires imposées avec le coup d'État de 1980. Dans les années 1990, la pandémie de sida a visibilisé les luttes LGBTIQ+ alors que les médias pointaient les homosexuel-le-s comme res-

ponsables de la pandémie, les accusant de perversion. Différents mouvements ont alors permis aux femmes et aux minorités de devenir plus visibles dans la société turque.

Ce sont les hommes musulmans et turcs qui détiennent le pouvoir en Turquie ; toutes les autres identités et mouvements d'opposition sont des cibles du pouvoir. Les discours publics sont haineux, sexistes, homophobes, transphobes et racistes. Aujourd'hui, les Kurdes ne sont

plus les seul-e-s à être qualifiés de terroristes : les étudiant-e-s, les enseignant-e-s, les philanthropes, les riches, les pauvres, les Turques-cs, les personnes LGBTIQ+ sont tou-te-s qualifié-e-s de terroristes et traité-e-s comme tel-le-s. En Turquie, les luttes LGBTIQ+ sont perçues comme des attaques contre l'institution de la famille, et les codes moraux nationaux. Elles sont instrumentalisées par le pouvoir pour justifier des actions autoritaires comme lors de l'imposition du recteur de l'université Boğaziçi en janvier passé.

Tes engagements politiques ont-ils changé depuis ton exil ?

Je me suis engagée dans les mouvements politiques kurdes et dans la gauche radicale en Turquie avant le lycée. Avant de venir en Suisse, j'étais porte-pa-



role des femmes pour plusieurs organisations, et je travaillais avec des femmes migrantes de Syrie. J'ai été arrêtée plusieurs fois et ai subi toutes sortes de violences, entre autres en tant que travailleuse du sexe. En Turquie, le mouvement féministe est très fort, nous travaillons énormément pour créer des liens et les débats sont nombreux. Nous essayons de construire une force commune qui nous rattache à la vie.

Les espaces féministes m'ont toujours permis de me sentir en sécurité, malgré les milieux hostiles et les violences au quotidien. L'action politique m'a toujours donné du courage et de l'espoir. On perd beaucoup, mais on gagne aussi. Je me sens bien dans les espaces féministes et *queer* à Genève et en Turquie. Je ne parle pas encore très bien le français, ce qui limite ma capacité d'action, mais j'étudie pour pouvoir parler le français.

Pour moi, c'est symbolique d'avoir débarqué à Genève un 8 mars, et d'avoir, à peine arrivée dans cette ville, participé à la manifestation et d'être ensuite allée danser.

Tu t'identifies comme transféministe, qu'est-ce que cela signifie ?

Les violences prennent des formes très variées pour les femmes trans. Lorsque je suis arrivée au centre à Berne pour déposer mon dossier, j'ai été sujette à des fouilles et à des violences transphobes institutionnelles.

En tant que femmes trans, nous sommes subalternes, nos droits à la vie et à la sécurité ne sont jamais acquis. Nous subissons des violences dans la rue, dans les hôpitaux, à l'école, avec l'administration, dans les prisons, dans les camps, au sein des mouvements de gauche, et dans nos familles. Nos possibilités de travail sont limitées, nos logements chers, notre mobilité entravée. Les assassinats sont fréquents et d'une brutalité indescriptible. Il y a les suicides aussi ; très peu de femmes trans meurent de vieillesse.

Toutes ces violences sont invisibilisées et normalisées. Le prix à payer pour la visibilité trans est très élevé. Heureuse-

ment, nous avons des alliées, et certain-e-s avocat-e-s ont toujours été à nos côtés. J'aimerais ici mentionner, Eren Keskin, qui m'apporte un soutien essentiel. J'ai perdu ma famille quand je suis devenue visible, et j'ai dû construire d'autres formes de liens, plus larges que la famille nucléaire, entre autres avec mes chats. Pour rester debout, il faut être bien entourée, avoir des ami-e-s, cuisiner ensemble, travailler, et partager de la joie.

Je défends les principes et les pratiques transféministes. Il faut cesser de construire nos luttes sur la binarité, car cela reproduit les normes et les violences qui vont avec. Il nous faut avant tout transformer le langage qu'on utilise. Les femmes trans sont partout, dans le sport, en politique, nous sommes présentes et nous nous défendons. En Europe les positions des personnes lesbiennes ou gaies ont été un peu normalisées, si on les compare à la situation en Turquie, mais le quotidien des femmes trans est toujours menacé.

Les débats autour des féministes qui excluent les trans de leurs mouvements sont importants en Turquie, et mettent en lumière des lignes de fracture importantes au sein des mouvements féministes. Pourrais-tu nous parler de ces débats et des effets qu'ils ont sur toi ?

Le système binaire nous fait violence. Au sein des mouvements féministes en Turquie, on applique le principe du beyan, de la déclaration de genre, pour les questions d'inclusion et d'exclusion dans les manifestations, les débats, et les actions politiques. C'est toujours un problème lorsque votre beyan n'est pas reconnu, lorsqu'on vous dit que vous n'êtes pas une femme. Cela fait écho au discours national qui vous dit que vous êtes une perversion et que vous ne méritez pas de vivre.

Il existe aussi des formes bienveillantes de transphobie : on vous complimente sur votre apparence, on se donne le droit de vous catégoriser selon des standards de beauté ou d'intelligence. Les débats acadé-

miques sur ces questions sont très importants. On accuse les femmes trans de dominer les débats et on attribue ces caractéristiques à l'expérience vécue d'être un homme. Mais en tant que femme trans, je n'ai jamais profité des normes masculines, j'en suis victime, car je n'ai jamais été homme ; j'ai été forcée de vivre en homme. Cela fait très mal lorsque des universitaires ou des féministes se joignent à ces attaques. Aujourd'hui, il y a de nombreuses-eux étudiant-e-s trans, nous sommes partout, nous sommes visibles et audibles, et cela change les débats.

En 2016, tu as entrepris une grève de la faim. Pourrais-tu nous parler des conditions qui t'ont poussée à cette forme d'action politique ?

C'était une action en soutien à mon amie Diren, une femme trans qui était prisonnière politique et qui a tenté de se suicider à la prison de haute sécurité de Tekirdag 2. J'ai entrepris cette grève de la faim pour que sa voix, qui était étouffée, soit entendue.

*Propos recueillis par
Çağla E. Aykaç*

Conclusion

La route vers l'abîme

DOSSIER Les événements qui ont secoué la Turquie depuis 2016 sonnent, pour les forces démocratiques du monde entier, à la fois comme un rappel et comme un avertissement. Ils montrent qu'un processus de démocratisation peut s'inverser. Il aura suffi de quelques événements et de la crainte d'Erdoğan de perdre des bribes de son pouvoir pour que la route que la Turquie suivait depuis les années 1990, difficilement, avec des reculs et des contradictions importantes, s'interrompe brutalement et se transforme en une voie vers l'abîme. Les témoignages que nous avons rassemblés ici montrent les effets concrets de cette dérive du pouvoir turc vers le fascisme.

On aurait tort cependant de considérer que ce phénomène ne peut qu'advenir dans des démocraties « imparfaites », jeunes ou insuffisamment établies, et c'est là que l'histoire de la Turquie ces cinq dernières années doit nous servir de sérieux avertissement. Si ses conséquences n'en ont pas été, pour le moment, aussi catastrophiques, le processus de fascisation a été poussé aux États-Unis à un degré qui aurait été inimaginable il y a seulement quelques années sous la présidence de Trump. Par ailleurs, la dérive autori-

taire sans fin de la présidence de Macron en France, qui prépare actuellement sa réélection avec un cynisme absolu, constitue un autre exemple particulièrement visible.

La « menace contre l'État », arme de dissuasion massive

Les pouvoirs autoritaires se servent toujours de l'accusation de menace contre la sécurité de l'État, bien souvent rebaptisée « terrorisme » depuis 2001, pour s'attaquer à leurs opposant.e.s. La plupart du temps, ils trouvent d'ailleurs ces prétextes tout préparés dans les législations antérieures, mises là par des parlements peu soucieux de l'usage qui pourrait en être fait.

Cela aussi doit nous servir d'avertissement. Les critiques contre l'État, les activités subversives contre certaines de ses institutions, la désobéissance civile, font partie des actions légitimes et indispensables à l'intérieur d'une société démocratique. Glisser subrepticement des crimes imaginaires dans l'arsenal juridique ne servira jamais à défendre plus efficacement les institutions démocratiques, mais permettra toujours à des pouvoirs antidémocratiques de mettre à l'écart, enfermer ou réduire au silence ses adversaires.

Défendre la démocratie, défendre les libertés

La défense des libertés fondamentales qui nous paraissaient naguère les mieux établies devient une tâche chaque jour plus importante. C'est vrai en Turquie bien sûr, mais ça l'est tout autant à Hong Kong, au Brésil ou en Suisse. On ne rappellera jamais assez que ces libertés et les principes essentiels de la démocratie sont inséparables d'un projet de transformation socialiste de la société. Si des fractions de la droite, celles qui se nomment « libérales » et sont sincères dans cette appellation, les défendent aussi, on constate qu'elles sont aussi les premières à les abandonner lorsque le vent tourne et que cette défense, comme l'avait bien noté Rosa Luxemburg, revient alors aux seules forces de gauche.

La rédaction

D'autres articles sur la Turquie parus dans Pages de gauche

- « En route vers le chaos », entretien avec Ihsan Kurt (n° 150, décembre 2015).
- Stéphanie Pache, « Solidarité académique internationale » (n° 153, mars 2016).
- Engin Sustam, « La Turquie entre la guerre et le coup d'État » (n° 158, septembre 2016).
- « Il nous faut des espaces durables de solidarité », entretien avec Çağla Aykaç et Engin Sustam (n° 165, automne 2017).
- Ihsan Kurt, « Ce que la Turquie fait aux Kurdes » (n° 174, hiver 2019-2020).



Livres

« L'écologie, c'est la frontière »



Mélanger histoire, sociologie, écologie politique, science politique, *critical white studies*, *race studies*, histoire intellectuelle et des mentalités, tout en restant accessible, lisible, cohérent, avec une analyse homogène et un fond fort : un défi proche de l'impossible relevé avec brio par le Collectif Zetkin dans ce qui pourrait

bien être l'un des ouvrages les plus importants de ces dernières années, *Fascisme fossile*. Analysant avec précision et nuance les positions de l'extrême droite européenne contemporaine, l'ouvrage, s'il ne cache pas sa démarche militante, reste d'une qualité rare, chaque membre du collectif amenant des connaissances extrêmement pointues dans son domaine de prédilection.

L'ouvrage se structure en deux parties. La première explore le positionnement ambigu de l'extrême droite occidentale contemporaine. Entre climato-négationnisme et « nationalisme vert », celle-ci assène sans cesse que « l'écologie, c'est la frontière » : à en croire Marine Le Pen (Rassemblement national, France), Thierry Baudet (Forum pour la Démocratie, Pays-Bas), ou même Brenton Tarrant (terroriste de Christchurch), seules la fermeture des frontières, la relocalisation et la remigration (c'est-à-dire la déportation des immigré·e·s) auront raison de la crise climatique, si tant soit peu que celle-ci

soit réelle bien sûr. La seconde partie explore une généalogie du lien entre racisme et énergie fossile, puisant dans la révolution industrielle et l'exploitation des colonies jusqu'à « l'automobilisme séparatiste » en passant par le fascisme « hyperfossile » et sa volonté de puissance par la destruction – qui tourne à l'auto-destruction.

Si la transition entre les deux parties de l'étude se fait de manière somme toute assez peu naturelle avec une ambiguïté regrettable en comparaison à la clarté du reste du livre et si l'ultime chapitre de celui-ci tend à verser malheureusement dans une psychohistoire assez douteuse et plus lyrique que sérieuse, *Fascisme fossile* reste une avancée déterminante en science politique et en histoire, ouvrant la voie à des recherches novatrices en ce qu'il nous faut désormais affirmer comme de « l'écologie politique ».

Léon de Perrot-Kopilaš

À lire : Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, Paris, La Fabrique, 2020.

Livres

La guise d'Orwell

Si nous ne devons retenir qu'un auteur de l'année 2020, il s'agirait probablement de George Orwell. Découvert ou redécouvert par beaucoup au travers de l'actualité pandémique et littéraire, la plume de cet écrivain visionnaire a semblé résonner avec nos imaginaires en quête d'échappatoire. La récente publication en français de *Orwell à sa guise, la vie et l'œuvre d'un esprit libre* par George Woodcock aux éditions Lux essaye de nous donner quelques clés pour y voir plus clair dans le brouhaha entourant les écrits de son homonyme de prénom.

C'est au travers des yeux d'un ami que Woodcock nous propose de redécouvrir Orwell, et ceci en trois axes : son histoire, ses thèmes et sa prose, toujours

parsemés d'anecdotes et de réflexions critiques sur l'homme et le personnage. Il passe au travers de sa vie, de son éducation à ses expériences littéraires en passant par son passage à Paris en montrant comment celles-ci ont été formatrices pour l'Eric Arthur Blair devenu George Orwell.

George Woodcock décrit Orwell comme un auteur au style épuré et aux idées mouvantes. Il le peint comme quelqu'un d'authentiquement attaché aux classes populaires et à la notion de liberté. Bien que proche du Parti travailliste et de ses revues de gauche, il n'hésitait pas à en pointer les faiblesses et les lâchetés. *Orwell à sa guise* constitue à cet égard un document intéressant en essayant de faire lumière sur un

romancier dont beaucoup se réclament aujourd'hui encore.

Le livre nous peint un portrait bien personnel et abstrait d'un écrivain méfiant du progrès technique, patriotique, nataliste, anti-impérialiste mais compréhensif de certaines postures coloniales, celui d'un écrivain ambigu, cramponné à certains principes généraux qu'il oubliait aussitôt devant des situations spécifiques. Un livre intéressant pour les passionné·e·s du personnage d'Orwell et qui offre un bel aperçu de l'œuvre de ce géant.

David Raccaud

À lire : George Woodcock, *Orwell, à sa guise*, Montréal, Lux Editeur, 2020.

Les classiques

La Fin de l'homme rouge, une expérience de lecture

On ne ressort pas indemne de la lecture de *La fin de l'homme rouge* de Svetlana Alexievitch. C'est une littérature d'une rare puissance, pourtant fabriquée avec le plus simple des matériaux : les récits de gens ordinaires. L'écrivaine biélorusse, qui a reçu le Prix Nobel de littérature en 2015, travaille toujours de la même manière : recueillir les témoignages d'individus et les retranscrire en s'effaçant derrière leurs histoires (même si elle reste toujours discrètement présente, ne serait-ce que par le choix et l'arrangement des récits à l'intérieur de son livre).

La Fin de l'homme rouge, publié pour la première fois en russe en 2013, veut comprendre ce qui a disparu en 1991, au moment de l'implosion de l'URSS. Cela conduit Alexievitch à embrasser un temps long, remontant au moins à la Seconde Guerre mondiale, expérience fondatrice du nationalisme « soviétique » durant la Guerre froide, puis jusqu'à la chute du régime, et sans doute après aussi. Cette césure dans l'histoire récente de la Russie (et de quelques-unes des autres républiques qui composaient l'URSS) est examinée sous toutes les facettes possibles, mais finit néan-

moins par construire une image assez cohérente.

Embarquons-nous dans une traversée de l'œuvre d'Alexievitch aussi subjective que la sienne propre.

La guerre

L'omniprésence de la guerre dans les témoignages est frappante. C'est bien sûr la « Grande Guerre patriotique », comme la Seconde Guerre mondiale est nommée en Russie, qui en est le point de départ, mais, au fil des récits, on s'aperçoit que cet imaginaire de la guerre est articulé à une conception obsidionale permanente de la situation russe qui dépasse de très loin le seul exemple des années 1941-1945.

Cette question sera relancée dans les années 1980 lors de l'invasion de l'Afghanistan, expérience qui revient à de nombreuses reprises dans les témoignages retranscrits dans le livre, puis, peu de temps après la chute de l'URSS, par les deux guerres de Tchétchénie, particulièrement meurtrières pour les civils.

On comprend, à la lecture de *La Fin de l'homme rouge*, que les Russes ont vécu pendant des décennies dans la quasi-certitude de l'arrivée imminente d'une guerre, et que celle-ci déterminerait enfin la valeur de leur régime et de leur armée qui en absorbait les meilleures ressources. « On vivait dans une sorte de célébration perpétuelle de la guerre », dit ainsi un témoin.

L'espoir d'un monde meilleur

Si le régime a tenu aussi longtemps malgré ses défaillances, les pénuries permanentes, les immenses restrictions imposées à la population, c'est que cette dernière était animée d'un espoir indéfectible. C'est l'un des enseignements étonnants de *La Fin de l'homme rouge* pour celui ou celle qui n'a jamais vécu en Russie. Si la bureaucratie du parti savait sans doute le régime sans avenir et n'agissait que pour préserver ses propres avantages, la population, elle, ad-

hérait encore aux promesses du socialisme. « On croyait que demain serait mieux qu'aujourd'hui, et après-demain mieux qu'hier. On avait un avenir. Et un passé. On avait tout ce qu'il fallait ! » La désillusion des années 1990 n'en aura été que plus cruelle, évidemment.

Pessimisme

Tout au long du livre revient l'idée que le pays est comme voué à l'autoritarisme, et qu'il ne se débarrasse d'un tyran, qu'il s'agisse du tsar ou de Staline, que pour se jeter dans les bras d'un autre. « Les Russes ne comprennent pas la liberté, ce qu'il leur faut, c'est un co-saque et un fouet », dit ainsi l'un des témoins, « des montagnes de pains d'épice, et un tsar » dit une autre.

Alors que la Russie s'enfonçait apparemment sans fin dans le règne de plus en plus violent de Vladimir Poutine, ces mots prennent aujourd'hui un sens assez sinistre.

La lecture

Enfin, une dernière note offre un troublant parallèle avec nos existences pandémiques confinées : l'importance de la lecture. « Pour nous, les livres remplaçaient la vie. C'était notre univers ». La littérature, qui a toujours occupé une place particulière en Russie, l'a conservée sous le régime « soviétique ». Non seulement les gens lisaient beaucoup, mais c'était surtout une véritable lecture collective, car on parlait de ce que l'on avait lu (y compris des lectures interdites comme Chalamov, Akhmatova ou Soljénitsyne par exemple).

La Fin de l'homme rouge est la traversée d'un continent, avec ses mille thèmes, ses problèmes non résolus, ses questions lancinantes, mais aussi de nombreux moments de grâce.

Antoine Chollet

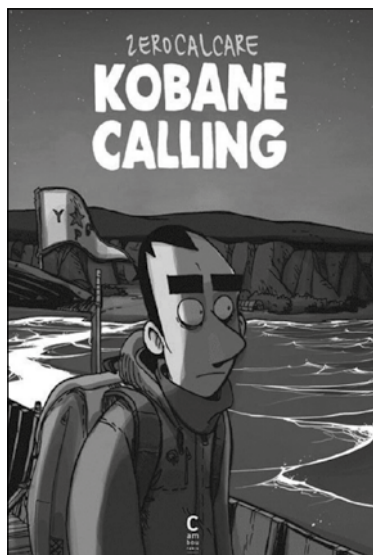


À lire : Svetlana Alexievitch, *La fin de l'homme rouge*, ou le temps du désenchantement, Arles, Actes Sud (trad. fr. : Sophie Benech), 2013.

Kobane Calling**Zerocalcare**

Paris, Cambourakis, 2016

319 pages



Le dessinateur et blogueur italien Zerocalcare livre avec cette BD le récit autobiographique de son voyage à Kobané, dans le Kurdistan de 2014 fraîchement arraché au contrôle de Daech et de la Syrie. L'autodérision et l'humour sont très présents tout en côtoyant la guerre et les combattant·e·s graves du PKK. Savant mélange des registres et des styles, tantôt humoristique, tantôt pédagogique, tantôt militant, réflexif ou encore journalistique. Il parvient à jongler avec chacun, et s'il se moque beaucoup de lui-même et de l'absurdité incongrue de sa présence sur le front, il réussit à ne pas faire l'erreur de transformer cette BD en récit narcissique de voyage initiatique. Il fait place avec respect et humour bienveillant aux Kurdes, à leur combat, à leurs paroles, à leurs anecdotes de guerre ainsi qu'à leurs espoirs.

Zerocalcare est très impressionné par ses hôtes kurdes, et bien que très réflexive sa démarche manque parfois de regard critique. On devine que son anglais ne lui a pas permis de franchir la barrière de langue aussi loin qu'il l'aurait voulu et qu'il s'est probablement retenu de poser des questions trop impertinentes ou critiques. Son expérience reste riche et digne d'intérêt, sous la forme originale de la BD, elle constitue également une bonne introduction au Rojava et aux combattant·e·s kurdes qui l'ont bâti et qui continuent à le défendre. **HR**

État d'urgence**Grégoire Junod**

Lausanne, Favre, 2021

132 pages

Syndic socialiste récemment réélu de la ville de Lausanne, Grégoire Junod a profité du ralentissement imposé par le coronavirus du rythme de la vie pour prendre le temps de rédiger un essai. *État d'urgence* a donc la particularité de permettre à un homme politique en fonction de développer en profondeur ses réflexions personnelles. Même si ces dernières conservent une portée universelle, elles traitent principalement de la manière dont une ville telle que Lausanne pourrait être transformée pour répondre aux actuels impératifs environnementaux et sociaux.

Le successeur de Daniel Brélaz consacre une proportion significative de son livre aux politiques d'aménagement du territoire et de logement. Il considère que ce sont deux domaines sur lesquels une collectivité locale à majorité de gauche peut avoir une influence décisive. Le constat du syndic est clair sur ce point, si Lausanne veut éviter l'embourgeoisement qu'ont connu tant d'autres villes et permettre aux classes populaires d'y résider, la commune doit maîtriser le foncier. Aucun terrain en mains publiques ne doit plus être cédé au privé, la municipalité doit se transformer en maître-œuvre et bâtir elle-même ou alors faire usage d'un droit de superficie. Grégoire Junod milite également pour que la mobilité soit considérée comme un droit social et que sur le long terme les transports publics à Lausanne soient entièrement financés par la collectivité. *État d'urgence* est un livre revigorant ouvrant de nombreuses réflexions sur ce que pourrait être une cité sociale et écologique. **JM**

**Rassemblez-vous en mon nom****Maya Angelou**

Montricher, Notabilia, 2020

266 pages

Figure majeure des luttes afroféministes américaines, poétesse, écrivaine, militante, actrice, chanteuse, maquerelle improvisée ou encore enseignante, Maya Angelou a eu plusieurs vies et la réédition de cette traduction permet d'en découvrir quelques-unes, du moins en partie. *Rassemblez-vous en mon nom* est un récit autobiographique d'une femme libre à la rage de vivre immense.

Souvent drôle, toujours critique et sur un ton très direct fait de phrases cinglantes, Maya Angelou raconte le début de sa vie adulte dans les États-Unis de l'après-guerre où les noir·e·s tant utilisé·e·s pour l'effort de guerre se (re-)prennent en pleine gueule l'Amérique blanche et raciste qui n'a plus vraiment besoin d'elles et eux, et qui le leur fait sentir.



Maya Angelou écrit avec humour et autodérision le début difficile de cette vie qui la mènera à devenir la figure internationalement reconnue qu'elle est devenue. Si sa vie et ses écrits sont devenus source d'inspiration pour tant d'activistes, de militant·e·s et d'inconnu·e·s, c'est qu'au cœur de sa biographie on lit le destin d'une femme à la détermination immense que ni le racisme, ni le capitalisme, ni le patriarcat n'ont pu abattre. Probablement son plus fameux poème *Still I Rise* rappellera cette possibilité affirmée contre toutes les oppressions, celle de s'élever pour y faire face et pour ensuite les dépasser. *Rassemblez-vous en mon nom* montre comme Maya Angelou y est parvenue. À nous maintenant de nous en inspirer pour continuer à nous élever contre les oppressions. **HR**

Vu, Cévu

Illustrations

Les photographies illustrant ce numéro sont toutes extraites de la collection de la *Farm Security Administration*, qui est composée d'environ 40'000 clichés pris aux États-Unis dans les années 1930 et 1940.

À l'origine, ce projet gouvernemental documentait la distribution de prêts à des agricultrices·eurs déplacé·es et en difficulté, ainsi que la construction par ces dernières·ers de communautés planifiées. L'ensemble de la série peut être consulté sur le site mettant à disposition les collections numériques de la New York Public Library :

digitalcollections.nypl.org



Joyeux anniversaire Rosa !

La Commune de Paris n'est pas la seule à fêter ses 150 ans en ce printemps 2021. Rosa Luxemburg est elle aussi née en 1871, le 5 mars pour être précis, à Zamosc (alors dans l'Empire russe, mais qui se trouve aujourd'hui en Pologne). Née en même temps qu'une révolution, elle mourra avec une autre moins d'un demi-siècle plus tard. C'est en effet au cœur de la Révolution allemande qu'elle disparaîtra en 1919, assassinée par les corps francs aux ordres du pouvoir social-démocrate.

Comme pour la Commune, il existe une mythologie attachée à Rosa Luxemburg qui ne fait honneur ni à sa pensée, ni à son parcours, ni aux « analystes » qui la propagent. On rappelle toujours les mêmes quelques phrases, les commentaires de Lénine à son égard, les détails sur sa vie privée ; en bref : on la dépolitise.

Or Rosa Luxemburg est l'une des penseuses les plus importantes du marxisme, mais qui se situe en quelque sorte au-delà de ce que le marxisme était devenu de son temps déjà : une mécanique sclérosée. Elle est l'une des rares qui ait su le porter là où il le fallait pour comprendre les événements de la fin du XIX^e et, surtout, du début du XX^e siècle. C'est à la lumière de ceux-ci qu'elle a, fidèle en cela à l'héritage

de Marx, pensé son présent. Et celui-ci a été particulièrement riche durant ces années : les révolutions russes de 1905 et de 1917, la catastrophe de la Première Guerre mondiale et l'égarément des partis de la II^e Internationale qui rallient les bourgeoisies nationales en votant les crédits de guerre presque partout en Europe, la Révolution allemande...

Par-delà l'écart entre le monde qui a été le sien et le nôtre, sa pensée reste extraordinairement actuelle, en particulier, hélas, parce que cet écart semble se réduire. Les attaques contre la démocratie et les libertés, l'attachement de moins en moins prononcé des partis bourgeois pour les libertés minimales qu'ils ont pourtant contribué à mettre en place, le spectre de la guerre qui refait surface çà et là, l'agressivité de plus en plus décomplexée du patronat à l'égard des travailleuses et des travailleurs, les profits astronomiques accumulés par les capitalistes **partout dans le monde, tout ceci offre un sombre écho au monde que Rosa Luxemburg s'efforçait de décrypter. Ses écrits sont toujours vivants, il faut les lire ! AC**

À lire : Rosa Luxemburg, *Œuvres complètes*, Toulouse, smolny, Marseille, Agone, en cours de publication (5 volumes publiés à ce jour).

JAB

CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA